

Contribution de l'Association des Utilisateurs de Free (AdUF) à l'appel à commentaire sur la consultation publique relative à la mutualisation de la partie terminale des réseaux de boucle locale fibre optique

Octobre 2007

## **Préambule**

De par notre nature d'association regroupant des utilisateurs finals, nous souhaitons apporter quelques commentaires sur la consultation publique lancée par l'ARCEP.

Ces commentaires refléteront le point de vue des utilisateurs finals, et en cela différeront à l'occasion de l'organisation présentée dans la consultation.

Nos commentaires se limiteront aux aspects visibles pour les utilisateurs finals, et n'entreront pas en général dans des considérations extérieures à ce périmètre.

Ce périmètre, dans le cadre de la présente contribution, est double : les utilisateurs finals que nous sommes, en plus d'être possibles clients des offres qui seront rendues possibles par le déploiement des réseaux de boucle locale fibre optique, sont aussi généralement propriétaires, copropriétaires ou locataires d'un domaine traversé par une portion au moins de la partie terminale des réseaux évoqués.

Nous remercions l'ARCEP pour son travail de prospective et pour la possibilité qu'elle offre à tout un chacun d'apporter ses commentaires. Nous pensons que ces actions sont *in fine* bénéfiques aux utilisateurs finals.

## **B. Problématiques connexes à la mutualisation des réseaux fibre optique**

Les réseaux cuivre et coaxiaux

*Question 1 : Estimez-vous nécessaire que la question de la mutualisation des réseaux cuivre et câble coaxial, existant ou en cours de déploiement soit approfondie ? Si oui, dans quel cadre et avec quel objectif ?*

Le problème d'interférences avec les signaux des accès haut débit DSL existants posé par l'injection d'un signal sur la partie terminale du réseau nous semble effectivement nécessiter un approfondissement.

En effet, certains opérateurs déployant dans les faits un réseau FttB ou autre susceptible de réutiliser le réseau cuivre déployés soit par des opérateurs alternatifs soit par les copropriétés lorsque ces dernières sont propriétaires de leur câblage interne, la question est d'actualité.

Sans une étude approfondie du problème d'interférences le risque serait grand qu'en cas de perturbation avérée les utilisateurs finals connectés par ces réseaux se voient contraints de souscrire à l'offre de l'opérateur ayant déployé le réseau FttB à leur domicile pour éviter les perturbations induites.

Comme, à ce jour, un seul opérateur semble avoir opté pour un déploiement de ce type (n9uf cegetel), cela reviendrait à supprimer de fait le choix dont bénéficiaient auparavant les utilisateurs finals.

Avec les inconvénients bien connus qu'engendre l'absence de concurrence.

Il nous semble en conséquence nécessaire d'empêcher l'assimilation des réseaux FttB à des réseaux de boucle locale fibre optique. En d'autres termes, si des mesures législatives ou réglementaires venaient à être prises enjoignant ou obligeant au déploiement de boucles locale fibre optique, la présence dans un immeuble d'un réseau FttB ne devrait pas permettre de surseoir à ces mesures.

#### Les gaines et goulottes

*Question 2 : La description ci-avant corrobore-t-elle vos connaissances en matière de propriété et de capacité de réutilisation des gaines existantes ? Cette situation vous semble-t-elle satisfaisante ? Pensez-vous que les pouvoirs publics devraient prendre des mesures, lesquelles et dans quel cadre juridique ?*

Il nous semblerait paradoxal que, dans le cas des gaines et goulottes posées après 1974 et en l'absence d'un contrat explicite, un opérateur puisse s'arroger la jouissance exclusive de ces dernières.

Lorsque les gaines et goulottes appartiennent à la copropriété et que cette dernière n'a pas explicitement confié ces dernières à un opérateur, la copropriété doit en avoir la jouissance et donc pouvoir permettre leur utilisation partagée pour d'autres usages.

Si la réutilisation de ces gaines et goulottes doit être étudiée avec soin dans le cas du déploiement d'un réseau cuivre à même d'engendrer des interférences préjudiciables aux accès portés par le réseau cuivre préexistant, le déploiement d'un réseau de boucle locale fibre optique ne semble pas lui à même de causer des interférences avec le réseau cuivre préexistant ni d'être perturbé par lui.

Il nous apparaît donc, qu'au risque de privilégier indûment un opérateur au détriment des autres (et de fait au détriment des utilisateurs finals), les pouvoirs publics devraient s'assurer du respect des règles de propriété.

#### L'accès aux immeubles

*Question 3 : Quelles évolutions du cadre en vigueur régissant les conditions d'accès des opérateurs aux immeubles vous sembleraient efficaces et proportionnées dans la perspective du déploiement des réseaux très haut débit en France ?*

Il nous semble que, comme analysé par l'ARCEP, les normes techniques ne sont pas stabilisées et l'interopérabilité des réseaux intérieurs d'immeuble avec les réseaux physiques des différents opérateurs n'est pas garantie.

La pose de gaines de réserve jusqu'aux appartements pour les immeubles neufs ou en cas de réhabilitation lourde nous paraissent à ce stade à même de favoriser le déploiement du très haut débit sans induire d'incompatibilité technologique ou opérationnelle.

Dans les immeubles anciens, un droit d'accès aux parties privatives (tant pour l'installation, la maintenance que l'exploitation), dès lors que les frais sont à la charge exclusive des

opérateurs, nous semblerait efficace et proportionné (tant que ce droit d'accès ne ferait pas obstacle à la mutualisation entre plusieurs opérateurs).

De la sorte, toute personne dans une zone éligible serait assurée si elle en fait la demande d'un accès effectif à un réseau de boucle locale fibre optique de son choix.

### **C. Les options de mutualisation**

À titre liminaire il nous semble nécessaire de rappeler que l'élément déclenchant du remarquable essor du haut débit en France a été l'apparition d'une offre de dégroupage de la boucle locale cuivre effective.

Résultat des efforts de l'ARCEP, cette offre de dégroupage de la boucle locale cuivre (*i.e.*, la mise à disposition d'une continuité électrique aux opérateurs tiers) a permis l'émergence d'offres innovantes, à des tarifs compatibles avec un marché de masse.

Permettre la mise en oeuvre de boucles locales fibres optique qui par conception interdirait de fait l'existence d'offre de dégroupage de la boucle locale (*i.e.*, la mise à disposition d'une continuité optique aux opérateurs tiers) nous semblerait aller dans un sens contraire à l'intérêt des utilisateurs finals.

Ainsi, il ne nous semble pas souhaitable de considérer que des boucles locales PON soient réellement mutualisables. Elles ne permettent pas la mise à disposition d'une continuité optique aux opérateurs tiers, et de fait limitent fortement la capacité de proposer des offres réellement innovantes.

#### **Option 1 : Pied d'immeuble**

*Question 4 : La mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre en pied d'immeuble vous semble-t-elle être une option pertinente à terme ? Quelles sont les conditions pour qu'une telle modalité de mutualisation soit effective ? Quelle sont les paramètres limites de densité urbaine, de coût d'accès au génie civil existant et de coût d'accès au point de mutualisation en pied d'immeuble qui permettent une telle mutualisation dans des conditions économiques raisonnables pour un opérateur alternatif ?*

Si la mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre en pied d'immeuble répond effectivement à la possibilité d'offrir une continuité optique aux opérateurs tiers, élément nécessaire à nos yeux, il n'en ressort pas moins qu'elle ne constitue pas ce nous semble une option pertinente à terme.

En premier lieu, cette option reproduit et aggrave de fait un des défauts constaté au propos de la boucle locale cuivre dégroupée, la multiplicité des acteurs concernés par une intervention en cas de panne. En cas d'incident sur la partie mutualisée, elle implique dans un premier temps le déplacement de l'opérateur de l'abonné jusqu'à son domicile, pour que le raccord en pied d'immeuble soit vérifié, et dans un second temps le déplacement de l'opérateur qui a en charge la partie terminale, pour résoudre alors la cause de la panne.

Cela induit pour l'utilisateur final un coût et un délai, et donc une gêne, dont il n'est pas déraisonnable de penser, à l'image de ce qui peut être observé avec le dégroupage de la boucle locale cuivre, qu'ils pourraient représenter une part importante de l'insatisfaction possible ressentie.

En deuxième lieu, cette option augmente considérablement le coût de déploiement des boucles locales fibres, en ce qu'elle oblige de fait l'ensemble des opérateurs souhaitant proposer leurs services sur une zone donnée à amener leurs fibres au pied de chaque immeuble.

Ces coûts sont par essence supportés par les utilisateurs finals, ce qui nuit à l'attractivité et à l'accessibilité des offres.

En troisième lieu, dans le cas où le point de mutualisation est situé dans les parties privatives de l'immeuble, cette option pose le problème de la gestion des accès à ces parties privatives, tant en cas d'intervention pour maintenance qu'en cas d'arrivée d'un nouvel opérateur souhaitant se raccorder à la partie terminale du réseau fibre ainsi mutualisé.

Les coûts de gestion de ces accès multiples (gestion des accréditations par les syndicats, etc.), les risques induits par la multiplicité des personnes autorisées à accéder à ces parties privatives, les délais induits en cas de toujours possible mauvaise coordination des autorisations d'accès (digicode changé, etc.) font qu'il ne nous semble pas que cette option soit dans les faits réaliste.

Il n'est guère étonnant de constater que cette option semble être celle prônée par l'opérateur historique dans son ébauche d'offre d'accès annexée au document de consultation, en ce qu'elle avantage très significativement l'opérateur le plus puissant et qu'elle interdit de fait un accès économiquement viable à un opérateur nouvel entrant.

En effet, pour ce dernier, le surcoût induit par le besoin d'atteindre au plus près l'ensemble des immeubles desservis est adouci par sa puissance (et plus encore si ce dernier opérateur puissant est l'opérateur historique et qu'il peut réutiliser une partie de son infrastructure existante).

Et pour un opérateur entrant qui ne disposerait pas de moyens financiers conséquent, le besoin de développer un réseau à ce point capillaire qu'il arrive au pied des immeubles de ses clients a un coût qui le rend irréaliste. Et qui impose des délais de plusieurs années.

C'est un peu comme si le dégroupage de la boucle locale cuivre ne s'était pas fait au niveau des répartiteurs mais au niveau des arrivées de lignes dans les immeubles. Ce que demandait l'opérateur historique à la fin des années 1990, déjà.

## Option 2 : Co-investissement

*Question 5 : A quelles conditions un accord de co-investissement entre plusieurs opérateurs très haut débit vous semble à la fois efficace à court terme et compatible avec le maintien d'une concurrence dynamique, excluant les comportements d'oligopole ou d'entente tacite, à moyen et long terme ?*

Dans l'optique qui est ici la nôtre, c'est à dire le déploiement d'une boucle locale fibre dégroupable au sens de la mise à disposition d'une continuité optique, l'intérêt d'un co-investissement ne nous semble pas avéré, en ce sens qu'il est parfaitement substituable à une situation où deux (ou plus) opérateurs déploieraient leur réseau dans des zones disjointes et s'offriraient des conditions d'accès équivalentes (si les populations et les diverses zones couvertes présentent des caractéristiques semblables).

Nous n'avons cependant pas d'objection particulière à d'éventuels co-investissements (dans l'optique considérée) pour autant que les boucles locales ainsi créées soient accessibles à de nouveaux entrants dans des conditions transparentes, équitables et à des tarifs non excessifs.

### Option 3 : Dégroupage

*Question 6 : Contrairement à l'analyse présentée ici, estimez-vous possible de proposer une offre de dégroupage, c'est-à-dire de location passive accès par accès d'une boucle locale PON ? Une obligation de pose de fibres surnuméraires devrait-elle être imposée aux opérateurs déployant des boucles locales PON, en prévision d'une éventuelle location ultérieure à un opérateur n'ayant pas co-investi dans cette boucle locale ? Le cas échéant pouvez-vous préciser le cadre juridique que vous envisagez pour une telle obligation ?*

Il ne nous semble pas que la location passive accès par accès d'une boucle locale PON présente un quelconque intérêt.

Cette location passive accès par accès ressemblerait à l'option 3 relative à la boucle locale cuivre (collecte ATM) et, à l'image de cette dernière ne nous semble pas adaptée aux usages actuels et à venir du haut ou très haut débit et des offres innovantes.

[La collecte ATM avait le « mérite » de pouvoir être justifiée par des raisons historiques, ayant été un temps la seule offre de collecte disponible. Ici, ces raisons n'existent pas et il ne nous semble pas y avoir lieu de créer pour le plaisir une aberration technologique.]

*Question 7 : Quelles sujétions nouvelles le passage du cuivre à la fibre est-il susceptibles de créer pour le dégroupage d'une boucle locale point-à-point au NRO ? La réponse pourra notamment porter sur les modalités et coûts de jarretière, l'hébergement des têtes de câbles, les modalités de colocalisation ou de localisation distante des équipements actifs, la détection des pannes par test de continuité ou échométrie.*

Le modèle du dégroupage de la boucle locale cuivre nous semble avoir fait ses preuves en France, à défaut d'être parfait.

Une offre de dégroupage à des tarifs non excessifs, qui permet à l'opérateur tiers de répliquer l'offre de l'opérateur initial en proposant à l'utilisateur final des conditions tarifaires équivalentes (en supposant une part de marché du même ordre, naturellement, certains coûts fixes pouvant de manière justifiée induire des coûts plus élevés si la part de marché est très sensiblement inférieure) nous semble suffisante dans l'optique d'assurer le possible épanouissement d'une concurrence saine et bénéfique à tous les acteurs, utilisateurs finals compris.

### Option 4 : Bitstream

*Question 8 : A quelles conditions une offre de type bitstream vous semble-t-elle constituer une option de mutualisation satisfaisante des réseaux fibre ? Les technologies actuelles permettent-elle d'envisager une telle offre ?*

Une offre de type bitstream nous semble le complément nécessaire de l'option 3, en ce qu'elle permet à un opérateur nouvel entrant de proposer rapidement une offre sur l'ensemble des zones disposant d'une boucle locale fibre.

Si les offres basées sur cette option ne peuvent pas nécessairement rivaliser avec les offres basées sur la disponibilité d'une continuité optique, elles permettent cependant de répondre à nombre de besoins des utilisateurs finals.

Il nous semble que si les tarifs associés à cette offre ne sont pas excessifs (afin de ne pas reproduire l'exemple constaté jusqu'à il y a peu de la collecte IP/ADSL, avec un trafic facturé à un niveau délirant), et si les points de livraison du trafic collecté sont compatibles avec les usages envisagés (livraison nationale pour un opérateur tiers souhaitant avoir une offre couvrant toutes les zones déployées par l'opérateur, livraison régionale pour un opérateur tiers souhaitant avoir une offre régionale, par exemple), cela constituerait une option de mutualisation satisfaisante des réseaux fibre (pour autant que cela soit en complément d'une offre donnant accès à une continuité optique).

La multiplicité des technologies mises en oeuvre par les différents opérateurs déployeurs et le caractère non stabilisé des normes techniques fait que les équipements terminaux déployés chez les utilisateurs finals, dans le cadre d'une offre de type bitstream, dépendraient nécessairement du réseau auquel ils sont reliés. Cette hétérogénéité du parc ainsi constitué ne nous semble cependant pas être un obstacle tel qu'il empêcherait de fait la souscription à de telles offres.

### Synthèse

*Question 9 : Quelle(s) offre(s) de mutualisation de la partie terminale de leur réseau vous semble(nt) devoir être proposé par chaque opérateur aux autres opérateurs ?*

Il nous semble que les options 3 et 4, proposées simultanément, devraient être proposées par chaque opérateur aux autres opérateurs.

L'option 1 ne nous semble pas compatible avec un marché placé sous le signe de la concurrence. Elle ne nous semble guère possible que dans une situation où un opérateur unique serait présent, ce qui aurait naturellement pour effet de rendre caduque les considérations de mutualisation.

L'option 2, si elle correspond à un déploiement d'une boucle locale PON, revient de fait à une offre de type bitstream, et ne nous paraît donc pas en tant que telle suffisante.

L'option 3 seule (ou mâtinée d'option 1, c'est à dire en permettant à un opérateur tiers de venir se raccorder au plus près de l'abonné afin par exemple de réduire ses coûts) ne nous semble pas satisfaisante, en ce sens qu'elle serait à même de créer une barrière à l'entrée pour un nouvel opérateur qui souhaiterait proposer une offre sur un territoire donné (national, régional ou autre) sans disposer au préalable d'un réseau déjà suffisamment déployé pour atteindre les NRO couvrant le territoire envisagé.

L'option 4 seule ne permettrait pas l'émergence d'offres innovantes ou à même de se différencier réellement des offres de l'opérateur propriétaire de la boucle locale fibre ainsi partagée.

Les options 3 et 4 proposées simultanément reproduisent en un sens le modèle option 1 / option 5 de la boucle locale cuivre et nous semblent les plus à même de permettre l'apparition ou l'évolution d'offres innovantes, attractives et accessibles, tout en étant ouvertes aux évolutions futures et tout en préservant l'existence d'une concurrence effective ouverte à de possibles nouveaux arrivants.

## E. Mise en oeuvre

### Hébergement en pied d'immeuble

*Question 13 : Quelles sont les caractéristiques minimales des boîtiers de raccordement permettant une mutualisation en pied d'immeuble ? Les réponses pourront notamment porter sur la taille du boîtier ou sa structure, sur l'existence de connecteurs optiques préinstallés sur les fibres et sur leur identification.*

Dans le cas où le boîtier serait dans les parties communes de l'immeuble se pose ce nous semble, en plus de la question de la question de l'installation et de la maintenance des coupleurs pour le compte des opérateurs tiers évoquée par l'ARCEP, la question de l'adduction (*i.e.*, de l'arrivée des fibres des opérateurs tiers dans le boîtier).

Si chaque nouvel opérateur tiers désireux de proposer ses services à des occupants de l'immeuble devait avant cela mettre en oeuvre des travaux d'accès possiblement lourds, il nous semble que cela constituerait un frein indéniable au développement d'une nécessaire concurrence des offres.

Dans de nombreuses copropriétés, les travaux dans les parties communes font l'objet d'âpres discussions qui sont à même d'induire des délais non négligeables, pouvant assez facilement dépasser l'année, par exemple pour cause d'accord nécessaire de l'assemblée générale de la copropriété.

En pratique, dans le cas où le boîtier serait dans les parties communes de l'immeuble, le risque nous semble grand que les seules offres effectivement disponibles pour les occupants de l'immeuble soient celles proposées par l'opérateur en place. Un monopole de fait, avec les conséquences néfaste que cela engendre pour les utilisateurs finals.

Se pose également, toujours dans le cas où le boîtier serait dans les parties communes, de la place que ce dernier occuperait. La place plus que limitée disponible dans nombre d'habitats anciens nous laisse à penser que cette installation ne serait pas toujours possible, nécessitant alors la pose d'un boîtier sur la voie publique, avec les conséquences et le coût que cela peut entraîner.

### Branchement

*Question 14 : La solution proposée par France Télécom vous semble-t-elle satisfaisante ? Quelles autres solutions vous paraîtraient efficaces et raisonnables pour le client final, les copropriétés et les différents opérateurs ? Quel système de tarification ou de droit de suite proposez-vous ?*

En l'état, cette proposition ne peut être satisfaisante. Il nous semble indispensable que l'opérateur initial soit celui qui réalise le branchement de l'utilisateur terminal, que ce branchement soit préexistant (dans le cas d'un précâblage ou d'un abonnement antérieur auprès d'un autre fournisseur) ou à construire.

Sinon, c'est introduire un acteur de plus dans la chaîne de responsabilité et de fait des délais supplémentaires en cas de panne ou de défaut constaté sur le raccordement.

## G. Cadre juridique

*Question 17 : Estimez-vous que les offres de mutualisation des acteurs doivent être soumises à une régulation des pouvoirs publics ? Si oui, quel schéma incitatif, réglementaire ou législatif vous semblerait le plus adapté ?*

Il nous semble au vu des normes techniques qui ne sont pas stabilisées qu'une régulation contraignante serait prématurée, hors le cas où elle s'appliquerait seulement à un opérateur reconnu dominant.

Cependant, il nous semble que les pouvoirs publics devront se montrer particulièrement attentifs au sujet des offres d'accès mises en oeuvre, en ce sens qu'elles constituent un élément essentiel du déploiement des réseaux de boucle locale fibre optique et qu'il convient de s'assurer qu'elles ne contreviennent pas au nécessaire épanouissement d'une concurrence saine et effective, au bénéfice des acteurs et en particulier des utilisateurs finals.

